



ARJO WIGGINS

EPO - Munich
77

Courrier recommandé A.R.

13. Juli 2006

OFFICE EUROPEEN DES BREVETS
D-80298 MUNCHEN
ALLEMAGNE

N/Réf. : PCT197/EP MR/CS/06-16

Issy Les Moulineaux, le 10 juillet 2006

**Demande internationale PCT/FR2005/000122
Au nom de ARJOWIGGINS CANSON
Demande d'ENTREE DANS LA PHASE EUROPEENNE**

Messieurs,

Nous vous transmettons par le présent courrier notre **demande d'entrée en phase régionale européenne** de la demande internationale visée en référence.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

**Claudine CARRE
Mandataire**

PJ

117, quai du Président Roosevelt 92442 Issy-les-Moulineaux Cedex France - Tél : 33 (0)1 41 08 60 00 - Fax : 33 (0)1 41 08 62 84

Arjo Wiggins Société par Actions Simplifiée avec Directoire et Conseil de Surveillance Capital 165 920 000 Euros
Siège Social 117, quai du Président Roosevelt 92442 Issy-les-Moulineaux - 602 018 822 RCS Nanterre



P.B.5818 - Patenlaan 2
2280 HV Rijswijk (ZH)
P. (070) 3 40 20 40
FAX (070) 3 40 30 16

Europäisches
Patentamt

Generaldirektion 1

European
Patent Office

Directorate General 1

Office européen
des brevets

Direction générale 1

CARRE, Claudine
Arjowiggins
117, quai du Président Roosevelt
F-92130 Issy les Moulineaux
FRANCE



Service clientèle OEB

Tel.: +31 (0)70 340 45 00

Date

05.07.06

Référence	Demande n°/Brevet N° 05717452.6 - 2313 PCT/FR2005000122
Demandeur/Titulaire Arjowiggins Canson	

Entrée dans la phase européenne devant l'Office Européen des Brevets

Les informations ci-dessous apportent des précisions sur les actes à effectuer pour qu'une demande entre dans la phase européenne devant l'Office Européen des Brevets (OEB). Il est vivement recommandé de les lire attentivement. Si les actes nécessaires ne sont pas accomplis dans les délais, la demande risque d'être réputée retirée.

1. La demande de brevet internationale précitée a reçu le numéro de demande européenne 05717452.6.
2. Les demandeurs qui n'ont ni domicile ni siège sur le territoire de l'un des Etats contractants de la CBE peuvent eux-mêmes engager le traitement européen de la demande internationale, à condition qu'ils le fassent avant l'expiration du 31ème mois à compter de la date de priorité (cf. également à ce propos le point 6 de la présente lettre d'information).

Pendant la phase européenne devant l'OEB agissant en qualité d'Office désigné ou d'Office élu, ces demandeurs doivent toutefois être représentés par un mandataire agréé (art. 133(2) et 134(1) et (7) CBE).

Les actes de procédure accomplis après l'expiration du 31ème mois par le mandataire qui était compétent pour la phase internationale, mais n'était pas agréé auprès de l'OEB, sont sans effet et donnent lieu par conséquent à des pertes de droits.

Il est à noter qu'un mandataire agréé auprès de l'OEB qui aurait déjà agi pour le demandeur pendant la phase internationale, n'est pas automatiquement réputé mandataire pour la phase européenne. Il est dès lors vivement recommandé de désigner à temps un tel mandataire si l'on veut charger celui-ci d'engager la demande dans la phase européenne, faute de quoi l'OEB devra adresser toutes les notifications directement au demandeur.

3. Les demandeurs qui ont leur domicile ou leur siège sur le territoire de l'un des Etats contractants de la CBE ne sont pas tenus de désigner un mandataire agréé auprès de l'OEB pour la phase européenne devant l'OEB agissant en qualité d'Office désigné ou d'Office élu. Etant donné la complexité de la procédure, il est toutefois recommandé à ces demandeurs de désigner eux aussi un tel mandataire.
4. Il est vivement recommandé aux demandeurs et aux mandataires agréés d'utiliser le formulaire 1200 de l'OEB (qui peut être obtenu gratuitement auprès de l'OEB) pour l'engagement de la phase européenne. Son utilisation n'est cependant pas impérative.



Pour l'entrée dans la phase européenne devant l'OEB, il convient d'accomplir les actes de procédure énumérés ci-après. Il est à noter que si les actes nécessaires ne sont pas accomplis, ou qu'ils ne le sont pas valablement, il en résultera une perte de droits ou d'autres préjudices juridiques.

Avant l'expiration du 31ème mois à compter de la date de dépôt ou (le cas échéant) de la date de priorité la plus ancienne, lorsque l'OEB agit en qualité d'**Office désigné** (art. 22(1) et (3) PCT) ou en qualité d'**Office élu** (art. 39(1) PCT):

5.1

a) Remise d'une traduction de la demande internationale dans une des langues officielles de l'OEB, si le Bureau international n'a pas publié la demande dans une de ces langues (art. 22(1) PCT et règle 107(1)a) CBE).
Si la traduction n'est pas remise dans les délais, la demande internationale devant l'OEB est réputée retirée (règle 108(1) CBE).
La perte de droit est réputée ne pas s'être produite si, dans un délai supplémentaire de deux mois à compter de la signification d'une notification de l'OEB, la traduction est produite en même temps qu'une surtaxe est acquittée (règle 108(3) CBE).

b) Paiement de la taxe nationale de base (EUR 170,00) et de la taxe de recherche, lorsqu'un rapport complémentaire de recherche européenne doit être établi (EUR 720,00; règle 107(1)c) et e) CBE).

c) Paiement des taxes de désignation (EUR 80,00) pour tout Etat contractant désigné (règle 107(1)d) CBE), lorsque le délai prévu à l'article 79(2) CBE expire avant le délai de 31 mois, le montant de sept fois cette taxe étant le paiement pour tous les états contractants.

d) Présentation de la requête écrite en examen et paiement de la taxe d'examen (EUR 1490,00; règle 107(1)f) CBE) lorsque le délai prévu à l'article 94(2) CBE expire avant le délai de 31 mois.

e) Paiement de la 3ème taxe annuelle (EUR 400,00) lorsque celle-ci est exigible avant l'expiration du délai de 31 mois (règle 107(1)g) CBE).

Si les taxes exigibles visées sous b) à d) ne sont pas acquittées dans les délais ou si la requête écrite en examen n'est pas produite dans les délais, la demande internationale devant l'OEB est réputée retirée, ou la désignation de l'Etat contractant concerné est réputée retirée (règle 108(1) et (2) CBE). Toutefois, les taxes peuvent être encore valablement acquittées sous réserve du paiement simultané des surtaxes correspondantes, dans un délai supplémentaire de deux mois à compter de la signification d'une notification de l'OEB (règle 108(3) CBE).
Dans le cas de la taxe annuelle visée sous e), ce délai supplémentaire est de six mois à compter de l'échéance (art. 86(2) CBE).

Pour une résumé de la situation relativ aux taxes de recherche et d'examen, voir JO OEB 11/2005, 577 et 03/2006.

5.2 Si les pièces de la demande sur lesquelles se fonde la procédure de délivrance européenne comportent plus de dix revendications, une taxe de revendication doit être acquittée pour toute revendication en sus de la dixième dans le délai de 31 mois prévu à la règle 107(1) CBE (règle 110(1) CBE). Toutefois, cette taxe peut être encore acquittée dans un délai supplémentaire d'un mois à compter de la signification d'une notification correspondante émise par l'OEB (règle 110(2) CBE).

6. Si un mandataire agissait pour le demandeur pendant la phase internationale de la demande, cette lettre d'information lui est envoyée avec prière d'informer en conséquence le demandeur.

Toutes les autres notifications seront adressées au demandeur ou à son mandataire européen, si sa désignation a été communiquée à temps à l'OEB.



Date

Feuille 3

Demande n°. 05717452.6

7. De plus amples détails concernant les délais et les actes de procédure devant l'OEB agissant en qualité d'Office désigné ou d'Office élu figurent dans la brochure

Comment obtenir un brevet européen
Guide du déposant (2ème partie)
Procédure PCT devant l'OEB - "EURO-PCT".

Le texte de cette brochure, la liste des mandataires agréés auprès de l'OEB, le formulaire 1200 de l'OEB à utiliser, ainsi que les taxes actuellement en vigueur peuvent être consultés sur l'Internet, à l'adresse suivante:

<http://www.european-patent-office.org>

Section de dépôt

